

# CONFERENCE MONDIALE SUR L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

## L'enseignement supérieur au XXI<sup>e</sup> siècle

### Vision et actions

UNESCO, Paris, 5 – 9 octobre 1998

### VOLUME V – PLENIERE

#### Organisation mondiale de la Santé (OMS)

Note1: Afin de satisfaire aux normes de publication de l'UNESCO, certains textes ont dû être corrigés.

Note2: Les auteurs sont responsables du choix et de la présentation des faits figurant dans leurs documents ainsi que des opinions qui y sont exprimées, lesquelles ne sont pas nécessairement celles de l'UNESCO et n'engagent pas l'Organisation.

Organisation mondiale de la Santé (OMS)

---

**Allocution du Dr Charles Boelen  
Représentant de l'OMS**

En accord avec son mandat de coordination des affaires sanitaires au plan international, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'emploie à mobiliser les talents et les ressources en vue de progresser vers l'objectif d'améliorer la santé de chacun des citoyens du monde. Avec une définition de la santé comme étant "un état de complet bien-être physique, mental et social, et pas seulement l'absence de maladie ou d'infirmité", l'objectif vise clairement à l'épanouissement de l'Homme dans son intégralité.

S'ajoutant à cette vision de la santé, l'OMS encourage les pays à faire preuve de justice sociale en tendant à apporter le bénéfice de la santé à chacun, sans aucune forme de discrimination sur quelque critère que celle-ci puisse s'appuyer. Ainsi, à la poursuite de l'objectif de qualité s'ajoute celui de l'équité. Cette double ambition constitue un véritable défi pour la société en général et pour tous ceux et celles qui contribuent au progrès social par l'action sur le terrain, l'éducation et la recherche.

Consciente de ces gageures, l'OMS sollicite ardemment les pays à l'aider dans sa tâche et en appelle à la collaboration avec des organisations et institutions compétentes, parmi lesquelles les universités. Ainsi en 1984, l'Assemblée mondiale de la Santé, principal organe directeur de l'OMS composée de représentants de tous les Etats Membres, a-t-elle émis une résolution appelant les universités à jouer un rôle novateur et mobilisateur dans la mise en œuvre des stratégies pour la "Santé pour tous", en invitant à mettre leur potentiel intellectuel au service du développement sanitaire et social.

La contribution de l'université à l'épanouissement de l'Homme et au progrès social est certes considérable, mais elle pourrait être accrue, en particulier dans le domaine de la santé, en usant mieux de son influence pour proposer une vision de l'Homme vivant en harmonie avec son milieu, dans le respect de sa personne et de ses différences et contribuer à élaborer des politiques et pratiques susceptibles de perpétuer cette approche. Ainsi, l'université, mieux que quelconque institution, peut appréhender la complexité de l'approche multi-disciplinaire pour améliorer la santé dont on sait qu'elle est la résultante de facteurs à la fois physiques, biologiques, culturels, sociaux et économiques. Libre de tout intérêt sectoriel et de toute contingence administrative en ce domaine et laissant libre cours à son analyse globale, elle peut imaginer, concevoir et expérimenter une nouvelle configuration du service sanitaire et social qui puisse répondre aux impératifs conjugués de la qualité, de l'équité, de la pertinence et du coût-efficacité.

Sûre de son influence sur les générations futures de cadres et forte de sa valeur de référence, elle devrait s'enhardir à relever des défis majeurs pour nos sociétés, à savoir répondre aux besoins de bien-être et de santé des défavorisés et exclus de toute nature, en faisant mieux comprendre les mécanismes intimes conduisant à la précarité et à la déchéance et en proposant des mécanismes pour créer de nouvelles solidarités. La formation des étudiants à cette problématique sur le plan de l'analyse sociétale, de l'éthique et de l'action civique est certes importante mais loin d'être suffisante. L'université, parce qu'elle en a les moyens intellectuels, devrait se "mouiller" et prendre le risque de proposer des modèles de surveillance et d'action suivant lesquels les contributions multi-disciplinaires pourraient être intégrées durablement. A cette fin, l'OMS et l'UNESCO organisent conjointement une conférence internationale en 1999 sur le thème "Universités et santé des défavorisés: Création de coalitions entre professions de santé, pouvoirs publics et communauté".<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> " Universities and the Health of the Disadvantaged: Building Coalitions with the Health Professions, Local Governments, and Their Communities" .

Certes, les facultés des sciences de la santé (médecine, santé publique, soins infirmiers, ...) sont aux avant-postes de l'action sanitaire et sociale. Encore faut-il revoir de façon critique leur participation à l'effort de qualité et d'équité en les encourageant à l'évaluation objective de leur mandat et de la façon avec laquelle elles s'en acquittent, de par leurs obligations d'enseignement, de recherche et de service. Elles pourraient prendre l'initiative de se soumettre à une grille d'évaluation de leur responsabilité sociale et même admettre, sinon proposer elles-mêmes, que leur accréditation prenne en compte cette dimension, rendant ainsi définitivement obsolète la qualification de "tour d'ivoire". L'OMS entreprend une action dans ce sens.<sup>2</sup>

L'OMS encourage le développement d'un corps de standards universels pour promouvoir la qualité de l'enseignement supérieur dans le domaine de la santé, tout en veillant à ce que celui-ci réponde aux besoins spécifiques du contexte local. Dans le concept de qualité sera incluse la notion d'anticipation sur les opportunités d'emploi et sur l'évolution du système de santé au sein duquel les futurs cadres fonctionneront. Non seulement insisterons-nous sur l'harmonisation entre formation et emploi, mais surtout sur la capacité de l'université pour influencer le profil du futur système de santé. En effet, celui-ci, étant soumis à un processus de fragmentation inquiétant sous la poussée de la surspécialisation et de la compétition induite par les lois du marché, éprouve des difficultés croissantes à garantir qualité et équité dans les soins. Le besoin devient donc évident pour des approches novatrices favorisant la convergence des intérêts et l'intégration des pratiques, par exemple en conjuguant mieux les actions de la médecine (avec comme cible, l'individu) et celles de la santé publique (avec comme cible, la population) que l'université peut contribuer à élaborer, faisant ainsi œuvre fondatrice pour un service sanitaire et social, juste et durable.<sup>3</sup>

---

<sup>2</sup> " Defining and measuring the social accountability of medical schools" (document non publié WHO/HRH/92.7).

<sup>3</sup> Projet OMS " Towards Unity for Health" .